

TRIBUNE : Proclamer le français 1^{ère} langue de l’Afrique, voire du Monde, pour livrer l’Europe à l’anglais : voilà le plan de mise à mort de Macron !

« *Faire du français la première langue d’Afrique, et peut-être du monde¹* », mais (surtout) pas de l’Europe ! Voilà la réponse internationale que le Président Macron nous a adressée de Ouagadougou, au Burkina Faso, le 28 novembre 2017, soit huit jours à peine après l’envoi de notre lettre lui demandant d’engager la « *Reconnaissance du français comme la langue commune de l’Europe* », seul moyen de donner un coup d’arrêt à sa mise à mort.

En bon magicien, attendu en Europe, le Président Macron a donc choisi la mise en scène de l’Afrique, pour révéler en trompe-l’œil le secret de sa géopolitique linguistique de mise à mort de la langue française en Europe. Et, à l’inverse des faits, cette déroute finale du français devant l’anglais, véritable Waterloo linguistique, a été annoncée par la presse nationale comme une glorieuse victoire mondiale du français en perspective sous le titre racoleur : « *Emmanuel Macron veut faire du français la première langue d’Afrique et du monde²* » C’est un article du Figaro.

Comment une telle mystification, passée totalement inaperçue aux yeux de tous, a-elle été possible ? Il est de la plus haute importance de le faire savoir, et c’est ce que révèle la bonne vieille méthode d’explication de texte inhérente à l’enseignement du « *français classique* » pris justement pour cible dans son discours par Emmanuel Macron, on comprend pourquoi : les Français aveuglés par la magie politique du Président Ventriloque ne doivent surtout pas disposer des moyens de comprendre ! .

Tout l’art du Président magicien a consisté à présenter le mirage de sa politique linguistique devant de candides étudiants africains de l’université de la capitale du Burkina Faso n’y voyant goutte. Ce qui lui a permis d’escamoter sans peine les trois questions vitales posées à l’Europe : 1. Celle du « *péril mortel* » menaçant la langue française (péril reconnu par l’Académie française le 26 octobre 2017); 2. Celle de la place du français en Europe, éliminé en catimini au profit de l’anglais, à la tête de l’Union européenne; 3. Celle de l’occasion unique offerte par le Brexit pour faire reconnaître le français comme langue de l’Europe à la place de l’anglais. Ce qui mettrait le français en position de devenir la première langue internationale commune se substituant alors aisément à l’anglais de comptoir.

Supposant le problème résolu, au lieu d’exposer cette stratégie victorieuse, Macron a présenté le combat de défense du français « *que nous avons appris [à l’école]* » (sic) comme perdu d’avance, de longue date, et il a dit qu’il ne restait plus dès lors qu’à se battre pour la francophonie plurielle. Macron n’a pas de mots assez durs, assez dévalorisants, assez défaitistes, pour abaisser la langue française et l’anéantir. Écoutons-le marteler ses contre-vérités : « *Il y a bien longtemps, insinue-t-il, que la langue française n’est plus uniquement française. Elle est d’autant voire davantage africaine que françaises* ». « *La langue française a son point d’équilibre* » en Afrique et non en France. « *La langue française a un avenir* » « *et cet avenir se joue en Afrique. Son rayonnement, son attractivité, n’appartient (sic) plus à la France.* » « *La francophonie n’appartient plus à la France* »

Après qu’il ait déclaré la France hors-jeu, tant pour la langue française que pour la francophonie, il faut écouter Macron poursuivre son travail de sape en décrétant que « *la* » langue française n’existe pas : « *Car, dit-il, le français n’est pas un mais multiple* ». « *La langue française n’est plus seulement française.* » Ici Macron affirme l’inverse de ce qu’a rappelé avec force son propre ministre de l’Éducation nationale Jean-Michel Blanquer, le 15 novembre 2017, en ces termes : « *Il y a une seule langue française, une seule grammaire, une seule République* » . .

Mais Macron n’en reste pas là, en s’en tenant à des généralités. Il va plus loin. Il dit très clairement qu’il faut en finir avec cette langue française « *une et indivisible* » qui a fait la gloire de la France, qui a présidé à l’Europe française, qui est la première langue diplomatique par excellence, et que l’Académie française a pour mission de défendre. Ce français de l’excellence linguistique, il le condamne en ces termes sans appel : « *Le français que nous avons appris [à l’école], fulmine-t-il, a*

¹ Cf. « *Emmanuel Macron veut faire du français la première langue d’Afrique et du monde* », *Le figaro.fr*, 28 novembre 2017.

² Idem.

été un moment figé par une académie [française] comme un instrument de pouvoir. » « Avant ce français classique de l'Académie, il y avait, affirme-t-il, un français irrigué de patois et langues vernaculaires ». Mais ici le Président anglophile se fait « fake news » selon ses termes. Ce qu'il dit est, en effet, un contre-sens absolu et perfide, puisqu'à l'inverse d'être le fruit d'un pot-pourri « pluriel », le français vient de l'affinage souverain du « francien », un dialecte de langue d'oïl parlé dans l'ancienne île-de France et dans l'Orléanais. Ce dialecte n'a pu devenir ce chef d'œuvre de la « langue du Roi », que le monde entier nous envie toujours, que par le miracle du travail de l'Intelligence des meilleurs esprits de France qui ont su en faire ce « latin des modernes » fixé « A l'immortalité » par Richelieu lui-même !

Après avoir condamné la langue française « Une et indivisible » ; cette langue classique par définition que l'Académie française a pour mission de défendre ; cette langue de la clarté, de la beauté et de l'universalité qui fait corps avec le prestige, l'excellence et le rayonnement de la France ; le Président Magicien a avoué clairement au profit de quel genre d'auberge espagnole linguistique il voulait la remplacer. « Ce français au pluriel que vous avez fait vivre, a-t-il dit aux étudiants africains de Ouagadougou médusés, c'est celui-là que je veux voir rayonner ». La langue de Ouagadougou devant remplacer la langue française ! Incroyable mais vrai !

Pour apprécier pleinement l'aberration du propos de Macron, en appelant à voir le « français pluriel » de ses auditeurs de Ouagadougou rayonner dans le monde, encore faudrait-il savoir qu'au Burkina Faso, il y a pas moins d'une soixantaine de langues nationales, dont trois langues vernaculaire ; et que, même si le français est la langue officielle, il existe par surcroît un dialecte français couleur locale. Plus significatif encore, à Ouagadougou, la capitale, c'est la langue « moré » qui est parlée par 77,5 % des habitants et non le français ! C'est dire à quel point Emmanuel Macron ne vise qu'au chaos et à la mort de la langue française. Notre Macron Ventriloque condamne d'avance tous ceux qui seraient tentés de préserver du chaos le chef d'œuvre de la langue française, a fortiori d'aller à sa reconquête. Il met en garde les étudiants qui l'écoutent contre les défenseurs de la belle langue française de l'intelligence et de la clarté en ces termes menaçant, en leur faisant un perfide procès d'intention : « Ne cédez à aucun discours qui voudrait enfermer le français dans une langue morte », leur dit-il contre toute Vérité. Car ici, à l'inverse de son faux-procès, c'est Macron qui veut enfermer le français et la francophonie dans des cerveaux cadennassés et fragmentés, morts aux lumières de l'intelligence par aveuglement sémantique.

In fine, après ce travail de sape, de dénigrement et de chaos, de tout ce qui fait le prestige et le socle des intérêts vitaux de la France comme de la Francophonie, Macron conclut en faisant miroiter le mirage du prétendu profit à tirer d'un tel chaos. Il prétend que le rayonnement de ce « français au pluriel », c'est-à-dire divisé contre lui-même, fragmenté en autant de langues françaises qu'il y a de locuteurs pourrait produire des effets économiques positifs. Il voudrait même que l'Académie française, qu'il a accusé de fixer la langue française au point d'en faire une langue morte, confectionne un dictionnaire de la francophonie. Quel contre sens ! Il faudrait un dictionnaire pluriel, c'est-à-dire des dictionnaires ? La politique de la langue de Macron est donc celle de la Tour de Babel ! Voilà notre magicien, devenu apprenti sorcier, qui tire de cette absurdité linguistique - à savoir un dictionnaire de « la » francophonie qui serait conçue « Pour en faire un outil de rayonnement au service de l'intégration économique » - la conclusion grotesque attrape-nigauds suivante : « Alors, dit-il, le français [pluriel] sera la première langue de l'Afrique et peut-être du monde ».

En somme, selon le mirage de Macron, de la désintégration de la langue française fragmentée à l'infini devrait sortir l'intégration économique et la suprématie linguistique du français ! C'est l'inverse de l'idée de l'ordonnance de Villers-Cotterêts du 10 août 1539, par laquelle François 1^{er} a fait du français la langue commune unificatrice des actes légaux du royaume. Et d'ailleurs, comble d'ironie, les Africains n'ont pas attendu Macron pour avoir un idiome commun pour faire du commerce dans l'Afrique de l'Ouest : c'est le « dioula » (8,8 %) dérivé du « bambara » ! Si le Président Ventriloque ignore tout des langues ; c'est parce que son but est tout autre. Il est de faire diversion sur le véritable champ de bataille où se joue l'avenir du français : l'Europe !

C'est donc bien à l'envers du discours de Ouagadougou qu'il faut lire la véritable stratégie gagnante qui doit s'imposer à la langue française. A l'inverse de l'affirmation du Président Macron, ce n'est pas en Afrique que se joue l'avenir de la langue française, mais bien en Europe. Si, par malheur, notre propre continent, restait soumis au joug anglais, l'Europe étant vaincue, ce sera le tour de

l'Afrique comme de la Francophonie : l'Afrique francophone tomberait à son tour. C'est par l'Europe, forte de la langue de l'universalité, que passe la victoire du français sur l'anglais ; c'est par l'Europe et seulement par elle que la francophonie, en Afrique comme ailleurs, pourra survivre au rouleau compresseur du « tout-anglais », dont le Président Macron s'est fait le champion et le héraut. Et réciproquement, c'est sur l'avenir de la langue française que se joue le sort de l'Europe puissance sémantique, culturelle et politique !

Avec ce discours de Ouagadougou, voici le comble de la Haute trahison de la langue française s'exprimant au sommet de l'Etat. Là où le Président Hollande s'était contenté de ne pas répondre à l'appel solennel de l'Académie française, du 5 décembre 2013, lui demandant de faire de l'année 2014 l'année de « *Reconquête de la langue française* », le Président Macron, lui, va plus loin dans le reniement de sa mission de Protecteur de l'Académie et de la langue française. Il déclare sans complexe que la langue française n'existe pas plus que la culture française et qu'elle a d'ailleurs « *depuis longtemps échappé à la France* » pour être « *davantage africaine que française* », au motif que « *plus de la moitié des locuteurs quotidiens du français vivent actuellement en Afrique* ». Si c'étaient les Chinois, ce serait la langue chinoise ! Au lieu d'accorder langue française et francophonie, il les oppose. Il utilise la francophonie comme une arme de destruction massive de la langue française au seul profit de l'anglais ! Il n'y a plus pour lui une langue française commune pour tous mais des langues françaises pour chacun ! Il condamne donc sans appel toute défense de la langue française, de son unité, et jusqu'à l'Académie française sa figure emblématique accusée par lui de « *voul[oir] enfermer le français dans une langue morte* » : rien de moins que dans la langue de Molière ! Quelle ignominie !

Voici la boucle de la mise à mort de la langue française bouclée. Le Président Protecteur de la langue et de l'Académie française, comme héritier de Louis XIV, s'en est fait le démolisseur. Quel paradoxe pour le Président Macron qui s'étant fait fort de combler l'absence de la « *Figure du Roi* » à Versailles de s'est fait à Ouagadougou l'ennemi destructeur de la « *langue du Roi* » ! Alors quel aveu !

En conclusion, le devoir de survie s'imposant désormais à tous les Français est donc clair. Pour sauver la langue française d'une mise à mort certaine, il faut qu'elle redevienne la langue commune de l'Europe. Les Français doivent se mobiliser, en masse, pour exiger que le Président Macron mette en application la demande que lui a adressé l'Union Nationale des Ecrivains de France, le 20 novembre 2017. Il doit se soumettre ou se démettre devant la volonté manifeste de tous les Français. Mais les Français ne doivent pas se faire d'illusion au regard de la guerre déclarée à leur langue par l'axe anglo-saxon. « *Pour vaincre il leur faut et il leur faudra toujours plus de l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace* ».

Proclamer le français 1^{ère} langue de l'Afrique, voire du Monde, pour livrer l'Europe. à l'anglais : voilà le plan de mise à mort de Macron ! Le Président Macron en avait appelé à « *l'héroïsme politique* ». Pour triompher de sa magie politique de mystification et de son plan de mise à mort de la langue française, dont son discours de Ouagadougou est la tragique figure emblématique, c'est d'héroïsme politique qu'ils ont le plus grand besoin. Instruit du plan de l'ennemi de leur langue les Français ne doivent plus hésiter.

L'avenir de la France et de l'Europe sont inséparables de la gloire de la langue française, aux antipodes du misérabilisme anglicisant mortifère et défaitiste du Président Ventriloque. Ce n'est que par leur héroïsme politique retourné contre l'instigateur du discours de Ouagadougou que la langue française, redevenue langue commune de l'Europe, pourra être sauvée en retrouvant son prestige, sa gloire et sa place dans le monde en remettant l'Intelligence à la tête de la France ! Désormais instruit du plan de mise à mort de la langue française par le Président Macron anglophile, plus personne ne pourra jamais dire : « *Je ne savais pas* » ! C'est ce qu'avait dit le Président Mitterrand : « *Nous sommes en guerre* ». Et cette guerre il faut en être parfaitement conscient pour la gagner : à chacun de faire son devoir !

Arnaud-Aaron Upinsky

Président de l'UNIEF, Versailles le 19 février 2018.